

"La fin du pétrole à bon marché" dans Le Monde (25 octobre 1993)

Légende: Le 25 octobre 1993, soit vingt ans après la décision des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de réduire drastiquement leurs exportations de pétrole, le quotidien français Le Monde rappelle les motivations politiques et économiques de cette décision à l'origine du premier choc pétrolier mondial.

Source: Le Monde. dir. de publ. LESOURNE, Jacques ; Réd. Chef COLOMBANI, Jean-Marie. 25.10.1993, n° 15 159. Paris: Le Monde. "La fin du pétrole à bon marché", auteur:Philippe Simonnot , p. 2.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_fin_du_petrole_a_bon_marche_dans_le_monde_25_octobre_1993-fr-a30a6dd2-f168-432d-ba04-b26185aa4ae7.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Il y a vingt ans

La fin du pétrole à bon marché

par Philippe Simonnot

LE mercredi 17 octobre 1973, à Koweït, une poignée d'hommes, dont la moitié sont vêtus de djellabas, s'enferment dans la minuscule salle de conférences d'un immeuble modeste pendant plusieurs heures consécutives. Le jeûne du ramadan n'est rompu qu'à 17 heures. « *Nous allons prendre maintenant notre petit déjeuner* », disent en souriant certain d'entre eux en sortant du conclave. D'autres, discrètement, se rendent à la prière. L'atmosphère est, somme toute, bon enfant, surtout au regard du drame sanglant qui se joue à la même heure dans le Sinaï et sur le Golan, où la « guerre d'octobre » fait rage depuis plusieurs jours entre Israël et ses voisins arabes.

La discussion reprend, toujours à huis clos. A 20 heures, enfin, est annoncée la nouvelle qui stupéfie le monde entier : « *La production du pétrole brut arabe sera réduite de 5% chaque mois jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien aient été restaurés.* » Un événement que même les experts les plus pessimistes n'avaient osé prévoir : l'« arme du pétrole » est dégainée, alors même que la bataille de chars et de missiles continue à faire rage.

Au moment même où les ministres annoncent leur décision, la télévision koweïtienne diffuse le discours d'Anouar El Sadate, prononcé la veille devant l'Assemblée nationale égyptienne. Sans doute le raïs sait-il déjà qu'il ne gagnera pas la guerre. Mais il a gagné une bataille et cette victoire suffit à effacer des décennies d'humiliation de la « nation arabe ». Il sait aussi qu'il peut compter sur l'arme du pétrole, car le successeur de Nasser, en qui l'Occident découvre, après l'avoir snobé, un formidable stratège, a combiné à l'avance le coup qui frappe aujourd'hui l'économie mondiale. Coup d'autant plus redoutable qu'il se combine à la décision prise la veille dans ce même Koweït de quasiment doubler le prix du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Ce double coup qui renversait brutalement la table du jeu pétrolier mondial était-il prévisible? Il est facile *a posteriori* de l'affirmer, et de se scandaliser de l'aveuglement des gouvernements occidentaux qui du jour au lendemain se retrouvaient pris à la gorge.

De fait, seulement un mois plus tôt, le 13 septembre, un personnage aussi considérable que George Shultz, secrétaire américain au Trésor, pouvait se permettre de déclarer *urbi et orbi* : « *Nous avons un peu calmé les rodomontades des producteurs arabes de pétrole en leur faisant valoir que les États-Unis prévoient de développer puissamment les ressources énergétiques intérieures.* » Sans le dire explicitement, le grand argentier américain répondait au roi Fayçal en personne, qui avait osé déclarer que « *le total soutien de l'Amérique au sionisme et sa position défavorable aux Arabes nous rendent extrêmement difficile de continuer à lui fournir du pétrole* ». Même venant d'un fidèle ami des États-Unis, le message de Fayçal n'était tout simplement pas crédible tant que les chars égyptiens n'auraient pas franchi le canal de Suez. Il était pourtant relayé par les grandes compagnies américaines opérant en Arabie saoudite. Ainsi le 26 juin 1973, Otto N. Miller, PDG de la Standard Oil of California, écrivait à ses actionnaires et ses employés – quelque 300 000 personnes – pour leur suggérer de plaider autour d'eux « *la cause des aspirations des peuples arabes et les efforts de ceux-ci pour rétablir la paix au Moyen-Orient* ». Mais cette démarche fut interprétée comme du vulgaire lobbying.

Le traumatisme du 17 octobre 1973 a fait oublier que l'expression « crise pétrolière » ne date pas de ce jour dramatique. Depuis le début de la décennie, le marché de l'or noir donnait des signes croissants de nervosité. De 1970 à octobre 1973, le prix du baril avait augmenté de 50%, et cette hausse faisait pousser des cris d'orfraie aux experts occidentaux les plus chevronnés. Pourtant, le prix de référence du baril n'était encore qu'à 2,60 dollars! Que se passait-il?

Tout simplement un déséquilibre grandissant entre la demande et l'offre. Depuis des décennies, le prix du

pétrole était calé sur le coût de production dans le golfe Persique, soit 10 cents américains par baril. A ce niveau, il stimulait la consommation d'hydrocarbures et décourageait le développement de la production d'or noir ailleurs que dans le Golfe. De 1960 à 1972, la demande pétrolière occidentale était passée de 19 millions de barils/jours à 44 millions, le supplément de consommation étant satisfait pour l'essentiel par le pétrole du Moyen-Orient. L'économie occidentale dépendait ainsi de plus en plus de cette région névralgique.

Royalties et « prix affiché »

Le déséquilibre était encore aggravé par les premières manifestations du mouvement écologique, surtout aux Etats-Unis (en 1970, la journée de la Terre vit défiler cent mille personnes sur la Cinquième Avenue à New-York). Cette pression des « environnementalistes » entraîna, d'une part un nouvel accroissement de la demande de pétrole, préféré au charbon beaucoup plus polluant. D'autre part, elle opposa un obstacle supplémentaire au développement de l'offre en obligeant à renoncer au pétrole de l'Alaska : l'oléoduc qui devait acheminer le pétrole du Grand Nord faisant courir à la « nature » des risques jugés inacceptables.

Le marché de l'or noir commença à basculer pour de bon lorsque les États-Unis, à l'époque la première puissance pétrolière du monde, furent obligés de recourir de manière croissante à l'importation. Celle-ci atteignit en 1973 le niveau colossal de 6 millions de barils par jour (l'équivalent de 300 millions de tonnes), alors qu'au même moment l'extraction de l'or noir du sol américain plafonnait au niveau atteint en 1970.

Cette entrée massive des États-Unis sur le marché pétrolier eut pour conséquence non seulement de tendre les prix, mais aussi de gêner les relations entre les grandes compagnies et les États où elles opéraient. En principe, dans le régime de concession qui était encore en vigueur, c'était la compagnie exploitante qui décidait, en fonction de la conjoncture, du prix et des quantités de pétrole qu'elle extrayait du sol. L'État-hôte se contentait de toucher au passage des royalties, ainsi que des impôts sur les bénéfices de la compagnie.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, fondée en 1960, avait obtenu d'entrée de jeu que les revenus fiscaux des États-membres fussent mis à l'abri des fluctuations du marché. Le système mis en place par l'OPEP, en accord avec les compagnies, était simple : royalties et impôts étaient calculés à partir d'un prix du pétrole fixe, dit *posted price* (prix affiché). Le risque du marché était ainsi entièrement supporté par les compagnies.

Le décor changea du tout au tout lorsque les prix du marché commencèrent à montrer sous la pression du déséquilibre décrit plus haut entre l'offre et la demande. A ce moment, les compagnies supportaient des royalties et des impôts inférieurs à ce qu'ils auraient été si les prix affichés avaient suivi les prix du marché dans leur hausse. Les compagnies virent ainsi augmenter leurs profits, alors même que les revenus des États pétroliers stagnaient. L'OPEP était prise au piège de la protection qu'elle avait elle-même mise en place. Et à mesure que les prix de l'or noir s'orientaient à la hausse, les États pétroliers prirent de plus en plus conscience des inconvénients du filet de sécurité qui les empêchait de profiter de la formidable aubaine qui se profilait à l'horizon.

L'inflation qui sévissait dans les pays industrialisés était un autre motif d'inquiétude pour les États de l'OPEP, qui craignaient, à juste titre, de voir leurs revenus érodés par la hausse des prix des produits qu'ils importaient de l'Occident. Le 15 février 1971, ils obtinrent des compagnies l'engagement d'une augmentation du prix affiché de 2,5% par an (ce qu'on a appelé les « accords de Téhéran »). Mais là encore, ils eurent vite l'impression d'avoir été floués, l'inflation occidentale étant deux à trois fois supérieure au rythme d'indexation retenue. En outre, Richard Nixon décidait le 15 août 1971 d'en finir avec la convertibilité-or du dollar et de laisser flotter ce dernier. Il s'en suivit une dévaluation *de facto* du billet vert.

Fermer le robinet du Golfe

Aussi, durant les mois qui précédèrent le double coup des 16-17 octobre 1973, indépendamment de ce qui se tramait au bord du canal de Suez, de laborieuses négociations s'étaient engagées entre les compagnies et

l'OPEP pour renégocier les « accords de Téhéran ». Un round ultime avait eu lieu à Vienne (Autriche) le 8 octobre, au surlendemain du lancement de l'offensive égyptienne. Il s'était terminé par un fiasco. Huit jours plus tard, à Koweït, les États pétroliers décidaient unilatéralement de faire passer le prix affiché du pétrole de 3 à 5,12 dollars. Quant à l'embargo, il ne visait pas seulement à nuire aux amis d'Israël. En déséquilibrant un peu plus le rapport entre la demande et l'offre, il garantissait que la nouvelle et brutale hausse des prix serait ratifiée par le marché. L'OPEP avait trouvé le truc : dans la situation du marché mondial, il suffisait de fermer le robinet du Golfe pour faire monter les prix. Un jeu d'enfant!

La révolution pétrolière était complète puisque les États de l'OPEP s'étaient rendus maîtres à la fois des prix et des quantités du pétrole extrait. La voie était grande ouverte pour d'autres hausses, et l'on ne tarda pas à le vérifier. Fin décembre à Téhéran, le chah d'Iran faisait admettre par l'OPEP un nouveau doublement du prix affiché du pétrole – 11,651 dollars par baril – complétant ainsi ce que l'on a appelé ensuite le « premier choc pétrolier ». En 1980, la révolution iranienne causerait le deuxième choc en faisant passer le baril au-dessus de 30 dollars.

Le coup d'octobre 1973 avait par ailleurs déclenché d'autres forces dont les ministres de l'OPEP étaient beaucoup moins conscients : les forces du marché allaient jouer avec le pétrole cher comme elles avaient joué avec le pétrole bon marché, mais en sens inverse. Du côté de l'offre, le développement de la production pétrolière hors de l'OPEP serait formidablement encouragé, mais aussi la recherche de sources d'énergie non pétrolières : charbon, nucléaire, hydraulique, solaire, etc. Du côté de la demande, la consommation pétrolière serait entravée, mais aussi la consommation d'autres sources d'énergie, le prix du pétrole servant de référence à l'ensemble des tarifs énergétiques. Au total, la croissance de l'économie mondiale serait non seulement ralentie, mais aussi, à taux égal, moins gourmande en énergie et particulièrement économe en pétrole.

Ces forces ont si bien joué pendant vingt ans qu'elles ont ramené en 1993 le prix de l'or noir, en termes réels, à sa valeur de 1973. A tel point que l'on redoute aujourd'hui un troisième choc pétrolier, par insuffisance d'offre et excès de demande. L'histoire du pétrole est un perpétuel recommencement!